



# Fondation Children of Africa

Un autre avenir pour les Enfants d'Afrique

Votre PUBLICITÉ  
ICI ?  
Contactez nous



CONNECTION

IVOIRIENNE.NET

Connection@burnienne.net – Premier site d'information et d'actualité -Indépendant en Côte d'Ivoire /vendredi 12 Avril 2024

## Casses des Bceao, fin annoncée du franc cfa, 10 ans de détention à la CPI... Gbagbo crache ses vérités depuis Agboville



## Le prix de l'aubergine en hausse, la tomate et les oignons en baisse



ConnectionivoirienneConnection@burnienne.net



## Politique

# Casses des Bceao, fin annoncée du franc cfa, 10 ans de détention à la CPI...Gbagbo crache ses vérités depuis Agboville

C'est un Laurent Gbagbo des grands jours, combatif, ragaillardi, rajeuni par la 2e Fête de la Réconciliation à Agboville, sur ses terres conquises, devant plusieurs milliers de ses militants.

« Ils m'ont envoyé à la CPI pour que Alassane Ouattara fasse deux mandats en Côte d'Ivoire. Moi je nements pas et je sais ce que je dis. Je n'ai jamais braqué la BCEAO mais j'ai nationalisé deux banques françaises en Côte d'Ivoire c'est tout. Ils ont HONTE de le dire car ils savent que les IVOIRIENS vont m'applaudir pour ça. Ceux qui ont braqué la BCEAO en Côte d'Ivoire on les connait dans ce pays. Ceux qui ont braqué la BCEAO hier m'accusent aujourd'hui ? Les gens qui ont braqué la BCEAO en Côte d'Ivoire sont avec vous aujourd'hui, c'est vos amis mais vous ne les voyez pas ?

*Vous m'avez envoyé à la CPI et dans mon dos, vous me condamnez ?*

Quand je suis rentré, on me dit que tu as été condamné à 20 ans, mais les juges même qui m'ont condamné ils ont reçu leur salaire en 2011 aussi donc comment ils peuvent me condamner ?

Il faut arrêter vos amusements là. Je veux compétire pour 2025. Le Franc CFA n'est pas une bonne mon-



naie et tous les pays vont quitter cette monnaie car ce n'est pas bon pour nous. D'ici 10 ans tous les pays vont quitter un à un le franc CFA. Le Mali, Burkina, Niger sont déjà prêt pour leur monnaie et c'est pour bientôt. À la CPI j'étais très serein et quand j'ai

écouté la Procureure Fatou Bensouda J'ai été jugé avec 82 témoins mais les juges disent Monsieur rentrez chez vous le dossier est vide.» Avec M.E.K.

## Les grandes articulations du 16e FEMUA présentées à Dominique Ouattara



La 16ème édition du Festival des Musiques Urbaines d'Anoumabo (FEMUA) aura lieu du 14 au 19 mai 2024. Les grandes articulations de ce festival qui allie le culturel et le social ont été présentées officiellement à la Première Dame, Madame Dominique Ouattara, marraine institutionnelle du festival, le ven-

dredi 5 avril 2024, lors d'une réunion à son cabinet de Cocody. Cette rencontre a enregistré la participation de M. Traoré Salif dit Asalfo, lead vocal du Groupe System, ainsi que plusieurs de ses collaborateurs. Cette 16ème édition du FEMUA, placée sous le parrainage de Madame Audrey Azouley, Di-

rectrice Générale de l'UNESCO, a pour thème la santé mentale des jeunes. Un sujet d'une importance capitale alors que la Côte d'Ivoire occupe la 3ème place des pays africains touchés par ce fléau, notamment en raison de la montée de l'usage de substances illicites telles que le « Kadhafi ». Pour M. Traoré Salif dit Asalfo, cette édition revêt un caractère crucial, car elle vise non seulement à sensibiliser sur les dangers de ce phénomène, mais aussi à offrir une plateforme d'échange et de dialogue pour la jeunesse. En plus des concerts qui auront lieu à Abidjan, notamment à l'Institut National de la Jeunesse et des Sports (INJS) à Marcory, et à Ferkessedougou, cette édition accueillera la Guinée Bissau en tant que pays invité d'honneur. Notons également la participation de S.E.M. Umaro Sissoco Embaló, Président de la République de la Guinée Bissau. Une quinzaine d'artistes sont attendus pour enflammer la scène du FEMUA, parmi lesquels des stars internationales. En tant que marraine institutionnelle, Madame Dominique Ouattara a exprimé son plein soutien à cet événement qui conjugue musique, culture et engagement social. Pour concrétiser ce soutien, elle a généreusement octroyé une contribution au Groupe Magic System pour l'organisation du festival.





## Politique

### 2e Fête de la Renaissance

# Gbagbo appelle la chefferie d'Agboville à soutenir M'bolo et Fleur Aké

Le président du Parti des peuples africains Côte d'Ivoire (PPA-CI), Laurent Gbagbo, a appelé samedi 6 avril 2024 la chefferie d'Agboville et les chefs de quartiers à soutenir ses « jeunes camarades » M'bolo Martin, Fleur Aké M'bo Esther, lors d'une rencontre avec les chefs traditionnels du département, en marge de la 2e édition de la fête de la renaissance. «Chefs, je vous remercie d'être venus si nombreux pour me recevoir. Je vous remercie d'être venus à notre fête. Je voudrais également bénir mes jeunes camarades qui sont ici (M'bolo Martin, Fleur Aké M'bo Esther). Il faut les encourager et les accompagner. Je leur dis toujours qu'ils doivent être respectueux vis-à-vis des anciens. Et c'est l'exemple que je donne aujourd'hui en vous rencontrant » a déclaré M. Gbagbo, dans une note publiée sur la page facebook du parti. Souhaitant la bienvenue au prési-



dent du PPA-CI, le porte-parole des chefs traditionnels, Nanan Edi Ekissi Adolphe, a dit leur joie de recevoir Laurent Gbagbo à Agboville. Laurent Gbagbo et son épouse Nadiany Bamba étaient entourés du vice-président du parti, Hubert Oulaye Marc-Arthur,

de son directeur de cabinet, Ackah Auguste Emmanuel, du président du CSP, Justin Katinan Koné, du président exécutif, Sébastien Dano Djédjé, du membre du CSP, Likikouet Odette Sauyet, du président de la commission finances, Assié Yarabé Florent, du président

de la commission communication et organisation des manifestations, Ousmane Sy Savane, et du secrétaire national technique, Ahilé Fernand.

(AIP)  
ena/fmo

## Gbagbo révèle le « cuisinier » Germain Katanga et se moque encore de Blé Goudé « c'est Nady qui payait la popote à La Haye »

Entre Laurent Gbagbo et Blé Goudé la rupture est désormais définitive, même si tout est possible en politique [voir cas ADO vs Soro]. Laurent Gbagbo ne semble pas être prêt à pardonner à Charles l'affront de la création du COJEP, au lieu de le rejoindre hier au FPI et aujourd'hui au PPA-CI. Les « alliances » du patron du Cojep avec Simone et Affi, son refus de se « réconcilier » avec Nady Bamba, n'ont

fait que brouiller les cartes encore plus entre l'ancien Président de la République et l'ancien chef des jeunes patriotes. 2e Fête de la Réconciliation depuis Agboville – Gbagbo se moque de Blé Goudé sans même le nommer. PPA-CI Agboville Gbagbo fait allusion à Blé Goudé sans dire son nom et le 'classe' encore Blé Goudé Cojep CIV225 « Il y en a un qui dit : "C'est moi qui faisait la cuisine pour Gbagbo en pri-

son". Mais, il ne dit pas qui donnait l'argent. C'est bien Nady Bamba qui donnaient l'argent. Il faut le savoir... D'ailleurs, celui qui faisait la cuisine s'appelait Germain Katanga, un jeune congolais. C'est après lui que celui que vous connaissez a pris le relais. »



## Où est passée la rigueur du président Ouattara ?

Lorsque le gouverneur de la BCEAO, Alassane Dramane Ouattara était appelé au chevet de l'économie (Avril 1990 – Décembre 1993), l'homme était qualifié "d'apôtre de la rigueur" par la presse de l'époque. Les privatisations étaient menées sans état d'âme, pour la première les régies financières (Impôts, Douanes, trésor) étaient soumises à des obligations de résultats, le salaire des nouveaux enseignants était réduit, le corps des journaliers de l'Etat était supprimé, la chasse aux fonctionnaires fictifs était impitoyable, bref tout était mis en œuvre pour réduire le train de vie de l'Etat. A son départ, il avait laissé une profonde empreinte sur l'économie, lui imprimant une trajectoire qui sera plus ou moins suivie par les prochains régimes. Aujourd'hui sa gouvernance est contrastée. Certes la croissance accélère depuis douze ans, l'économie prend du volume, les réalisations sont impressionnantes, mais les choses ne sont pas alignées plein axe sur la rigueur. Les dysfonctionnements sont profonds, partout éclatent des scandales, et abîment l'image du régime. La gestion rigoureuse des finances publiques qui avait généré un mythe sur sa personne dans les années 90, semble difficile à reproduire aujourd'hui.

Pour étayer cela, on peut revenir sur certains faits emblématiques. En Juillet 2023 dans une conférence de presse, d'ex-agents du ministère de la construction et de l'urbanisme, documents à l'appui, ont accusé l'actuel ministre « d'avoir fait illégalement sorti de la caisse du guichet unique du foncier et de l'habitat, des sommes d'un montant cumulé de 100 milliards de FCFA depuis qu'il est en poste (Juillet 2018) ». Le Ministre n'a pas daigné se prononcer. Aucune investigation officielle n'a été diligentée eu égard au montant mis en cause, les choses en sont restées là. Il y a aussi les fonds d'urgence s'élevant à quelque 700 milliards FCFA, mobilisés pour soutenir divers secteurs de l'économie pendant le covid en 2020. C'était de l'argent à distribuer aux acteurs économiques. Aucun mécanisme de suivi et de contrôle n'a été prévu pour s'assurer de l'affectation effective des ressources. Hormis les rapports produits par ceux qui furent chargés de la distribution, aucune expertise indépendante n'est venue certifier que les fonds étaient bien parvenus en intégralité aux destinataires. Lors des récentes élections des Conseils Régionaux, le duel dans le haut Sassandra a donné lieu à une bataille de chiffres. Accusé de n'avoir rien réalisé des «33 milliards FCFA reçus en dix ans d'exercice » par



son challenger, le président sortant a affirmé n'avoir reçu que «10 milliards sur les 33 prévus». Le Trésor public était donc au cœur de la polémique, mais n'a produit aucune déclaration, un silence qui incitait à penser que le président sortant était dans le vrai. Les transferts vers les Conseils Régionaux sont inscrits au budget de l'Etat, donc font l'objet de décaissement. Cependant l'argent n'arrive pas en totalité dans leurs caisses, du fait des multiples retenues dont il fait l'objet sur son parcours. Dans les infrastructures, souvent différents montants sont donnés pour le même ouvrage. Ainsi le coût du poste de péage de l'autoroute de Bassam est passé de 4 à 23 milliards, le quatrième pont qui a été partiellement ouvert à la circulation est passé de 142 à 154 milliards, pour l'autoroute Yamoussoukro Tiébiissou deux montants étaient donnés 82,7 et 92,63 milliards, pour le pont à haubans de Cocody, ... etc....etc...

En Décembre dernier, la cour des comptes pointait les faibles recettes reversées à l'Etat sur la confection des documents d'identification. Seulement 878 713 FCFA sur toute l'année 2022 !!! La SNEDAI, l'entreprise concessionnaire, a déclaré déposer régulièrement des sommes à reverser à l'Etat sur « deux comptes séquestres gérés par le Trésor ». Alors pourquoi ces sommes n'apparaissent pas dans les comptes du Trésor ? Ces faits cités plus haut, qui sont sur une très longue liste, montrent que le président Ouattara n'a plus la

main aussi ferme qu'autrefois pour imposer la discipline à tout son monde. Aujourd'hui le mythe de sa rigueur a beaucoup fondu. L'économie est en forte expansion, mais est retombée dans son fonctionnement des années 70. Ministres, DG, directeurs d'administration, ... exercent une forte prédation sur les fonds publics. On surfacture, on détourne, on se sert, personne n'est vraiment inquiet. Comme tous les présidents africains, le président Ouattara concentre tous les pouvoirs. Ainsi forcément beaucoup de choses lui échappent.

Le président Houphouët disait qu'« on ne contrôle pas la bouche d'une personne qui grille des arachides », en d'autres termes autant celui qui grille des arachides en aura toujours dans la bouche, autant celui qui manipule des fonds, en aura toujours dans les poches !! Dans les commissariats, les hôpitaux, les ports, les ministères, à la justice, les bureaux de douanes, même dans les prisons, partout le citoyen est « plumé », partout dans l'administration les fonctionnaires adorent " le veau d'or ", symbole d'un pays assez gangrené.

Le ministère pour la bonne gouvernance et l'inspection générale d'Etat semblent avoir les mains liées. Ces institutions ne peuvent pas vraiment opérer, car « tout est politique ». Seule la Cour des Comptes ose souvent pointer des " anomalies ", en s'entourant de milles précautions dans le choix de ses mots. Derrière une façade flamboyante,

une certaine dégénérescence a pris place dans l'économie ivoirienne. Cette gestion rigoureuse et saine des finances publiques qui avait forgé la réputation du président Ouattara dans les années 90, est un bien lointain souvenir il faut le reconnaître.

En Août 2021, le président du conseil de gestion du Fond de Développement de la Formation Professionnelle-FDFP, l'ex ministre Joël N'guessan, avait limogé le DG de la structure, Léonid Barry-Battesti, suite à un rapport d'audit particulièrement accablant. Ce dernier refusait de partir, au motif qu'il avait été nommé par un décret présidentiel. La crise fut largement relayée dans la presse. Les deux hommes furent alors limogés en conseil des ministres le 08 Septembre 2021. On leur reprochait d'avoir « étalé leurs différends dans les médias ». On imagine aisément que depuis l'affaire, plus aucun président de conseil d'administration (ou de gestion) ne s'est montré critique sur la gestion du DG en place, de peur de générer une crise susceptible de les emporter tous les deux, alors qu'il est important qu'un DG se sente sous la surveillance d'un Conseil à qui il doit rendre compte. C'est cette surveillance qui peut limiter ses dérives. On peut reprocher au président du conseil de gestion d'avoir voulu limoger le DG sans en référer à son ministre de tutelle. Mais fallait-il pour autant lui faire subir la même sanction que ce dernier, qui lui était coupable de malversations ? Une grande partie de l'activité économique est assurée par les Etablissements Publics à caractère Industriel et Commercial (EPIC), dotés d'un conseil d'administration. Si la crise du FDFP avait été correctement arbitrée, un vent de rigueur et de transparence se serait levé sur les EPIC, parce que les DG auraient alors compris que les conseils d'administration ne sont pas là que pour la forme. Le limogeage du président du conseil de gestion du FDFP fut clairement un mauvais signal. On n'y pense plus aujourd'hui, mais les implications de cette crise sur l'économie ont été pernicieuses. Cet audit au FDFP qui avait décelé des malversations, avait été mis en œuvre par l'inspection générale d'Etat, sur instruction de la haute autorité pour la bonne gouvernance (aujourd'hui ministère pour la promotion de la bonne gouvernance). C'est dire que si l'on laisse ces deux institutions faire leur travail comme il se doit, l'économie ivoirienne peut de nouveau se réaligner plein axe sur la rigueur et la discipline.





## Concours de la Fonction publique

# Des frais trop élevés pour les jeunes sans revenus ou va l'argent ?

Le coût des concours administratifs en Côte d'Ivoire soulève des questions sur l'équité et l'accessibilité aux opportunités professionnelles qu'offre la Fonction publique. Les prix sont parfois au-delà du salaire minimum interprofessionnel garanti (SMIG) et disqualifient d'office les jeunes issus de milieux défavorisés.



Chaque année, des milliers d'Ivoiriens se ruent sur les concours administratifs, espérant ainsi décrocher un poste dans la Fonction publique. Cependant, les frais de participation, souvent jugés onéreux, suscitent des inquiétudes. Prenons par exemple le recrutement exceptionnel d'Agents techniques des Eaux et Forêts ouvert pour l'année 2023. Le candidat intéressé démarre son inscription en renseignant le formulaire de candidature en ligne et joint les documents demandés (extrait d'acte de naissance et diplôme). Ensuite, il paie en ligne 15 000 francs pour les frais de concours. À cela, il faut ajouter 2 000 francs pour les frais de pochette et 2 000 francs pour les photos numériques. À la fin de toute l'opération, le candidat dont le dossier a été validé, se rend sur le site du concours pour effectuer le paiement en ligne des frais de visite médicale qui s'élèvent à 80 000 F CFA. En gros, une personne désireuse de postuler au concours des Eaux et Forêts devra déboursier 99 000 F CFA. Ce montant dépasse largement le SMIG fixé à 75 000 F CFA. Pour certains Ivoiriens, notamment ceux issus de milieux défavorisés, le simple fait de participer à ce concours représente une charge financière importante, voire inabordable. Cela amène également à se poser des questions sur l'égalité des chances de réussir.

### Toutes les économies dans un concours

Georges N'Dah a décidé de poursuivre ses études à Abidjan après son baccalauréat obtenu à Bouaké. Détenteur d'un Brevet de Technicien supérieur (BTS) en informatique, il tente de se frayer un chemin dans le monde professionnel, depuis deux ans maintenant. Mais, la tâche n'est pas aisée. En 2023, il a présenté le concours d'accès à l'Ecole nationale de formation des agents des Eaux et Forêts. Pour aider ses parents à supporter les frais de

dépôt des dossiers et de la visite médicale, il a dû utiliser toutes les économies qu'il avait pu faire en travaillant comme gérant d'un cyber café. « J'avais pu économiser 50 000 francs. Mes parents ont complété le reste et j'ai pu présenter le concours. Le coût de la visite médicale et des frais de dossier est énorme. Certaines personnes ont le diplôme en main, mais elles ne peuvent pas postuler parce qu'elles n'ont pas de moyens », déplore-t-il.

### De réactions sur les réseaux sociaux

En 2019, la visite médicale était de 120 000 F CFA. Malgré la baisse du coût de 40 000 F CFA ces dernières années, il a quand même suscité plusieurs réactions sur les réseaux sociaux. Pour répondre à cela, selon une information délivrée par l'Intelligent d'Abidjan en 2022, Amadou Coulibaly, porte-parole du gouvernement, a indiqué lors d'un point de presse, que « ce montant est fixé en fonction de l'importance que revêt l'opération, pour la vie des candidats ». Il s'agit, poursuit-il, de tests d'entrée dont l'intensité physique a démontré leur dangerosité pour toutes personnes intéressées. « Il faut savoir que ces visites médicales sont très importantes. Quand vous prenez le concours des Eaux et Forêts, l'année passée, au cours de la formation, il y a eu 6 décès. Je me souviens qu'il y a eu environ deux ou trois ans, à la Gendarmerie, il y a eu 5 décès. Vous savez très bien qu'une visite médicale poussée a un coût. Très souvent, certains examens sont faits dans des laboratoires privés. C'est pourquoi les coûts sont à un certain niveau. Ce ne sont pas des coûts qui vont dans les caisses de l'État. Il s'agit de préserver une vie », a expliqué le porte-parole du gouvernement.

« où va l'argent que l'on nous prend  
Les frais des concours administratifs

servent à l'organisation des concours, explique-t-on pour justifier la fixation de leurs montants. C'est l'argent que déboursent les candidats qui est utilisé pour payer les correcteurs, les surveillants, les feuilles de copies, etc. Mais vu de plus près, ces sommes représentent tout de même, un pactole. En 2023, les frais des concours pour candidater à l'INFAS s'élevaient à 12 000 francs CFA. 135 000 personnes ont dû payer ce montant. Ce qui fait une somme globale de 1 milliard 620 millions de F CFA. Si à cela l'on ajoute les 28 000 F CFA de frais de préinscription et de visite médicale, payés par chaque candidat, on est autour de 5 milliards 400 millions de F CFA, que l'État amasse pour le seul concours de l'INFAS. Le concours de l'ENA représente également une coquette somme. Les frais, les cours de préparation aux concours et les kits numériques coûtent en tout 40 500 F CFA. Cette somme, multipliée par les 44 000 personnes ayant postulé, donne un montant de 1 milliard 782 millions de F CFA. En août 2023, ce sont 135 000 candidats qui se sont lancés dans les épreuves écrites du concours d'entrée à l'Institut national de formation des agents de santé (INFAS). Seules 9 500 places étaient disponibles, dont 4 500 pour les sages-femmes. Mais il faut des frais considérables pour postuler à ce concours sélectif. Avec des frais de préinscription et de visite médicale s'élevant à 28 000 FCfa. Auxquels il faut ajouter 12 000 FCfa pour les frais de concours, le coût global pour participer au concours de l'INFAS s'élève à 40 000 F CFA.

### 200 000 F CFA par an, pour différents concours

Cyrille Kouablan est vendeur de "garba" à Yopougon. Il a présenté le concours de l'INFAS à plusieurs reprises et sans succès. Mais en 2023, la

chance a tourné en sa faveur. En plus du concours de l'INFAS, chaque année, Cyrille présentait au moins trois autres concours de la fonction publique. Entre les frais de dossier et les visites médicales, il dépensait parfois plus de 200 000 FCfa par année. « J'arrivais à payer ce montant grâce à la vente de Garba et à quelques aides de la famille. Quand tu n'as personne pour t'aider, et aucune activité génératrice de revenus, c'est vraiment difficile de présenter les concours, parce que c'est coûteux », dit-il. Plaidant ainsi, pour que l'État revoise les coûts à la baisse.

### Concours coûteux et sélectifs

À la différence de Cyrille, Salomon Ehouman, titulaire d'un baccalauréat, n'exerce pas une activité régulière, génératrice de revenu. L'an dernier, il voulait présenter à la fois plusieurs concours de la fonction publique pour se donner plus de chances de réussir. Mais le manque de moyens a fait qu'il s'est finalement contenté d'un seul, celui de l'École nationale d'administration (ENA). Pour le concours direct d'entrée dans cette école en 2024, les frais de concours s'élevaient à 26 500 Fcfa. De plus, les candidats ont dû obligatoirement payer les cours de préparation aux concours et des kits numériques qui s'élevaient à 14 000 F CFA. Soit un total de 40 500 F CFA par candidat. « Je n'ai pas compris pourquoi les frais de préparation au concours étaient obligatoires. On peut tout de même se préparer seul à la maison avec nos amis ou connaissances, qui ont déjà présenté le concours. Ça nous aurait fait moins de dépenses », se plaint Cyrille.

Ils étaient un peu plus de 44 000 jeunes à avoir postulé pour la phase préliminaire de ce concours, qui offrait 870 places disponibles, pour l'entrée à l'ENA. Soit un peu moins de 2% de candidats qui auront la chance de rejoindre l'école. Les candidats admis à l'issue de la phase préliminaire, devront payer quant à eux 10 000 F CFA, pour la visite médicale.

Boua Bi Hermene, étudiant en licence 3 de Sciences économiques, ne compte pas passer de concours après son diplôme, à cause de leur caractère sélectif et onéreux. « Je préfère utiliser mon argent pour investir dans une activité lucrative plutôt que de passer des concours onéreux et incertains. Il y a des milliers de candidats aux concours et peu de places », déplore-t-il.





# Politique

## Déguerpissement de Yopougon-Gesco

### 1402 personnes dont 1199 locataires et 203 propri taires reçoivent les 250 000 FCFA

Par CIGG

Impactées par l'opération de déguerpissement menée par le District autonome d'Abidjan, 1402 personnes de Yopougon-Gesco dont 1199 locataires et 203 propriétaires, ont reçu chacune 250 000 FCFA en guise de l'aide au relogement décidée par le gouvernement. La cérémonie de remise de cette aide financière s'est tenue, le jeudi 28 mars 2023, au centre culturel de la commune de Yopougon, en présence des ministres Myss Belmonde Dogo de la Cohésion nationale, de la Solidarité et de la Lutte contre la Pauvreté, Mamadou Touré de la Promotion de la Jeunesse, de l'Insertion professionnelle et du Service civique et Amadou Coulibaly de la Communication et porte-parole du gouvernement. Selon Belmonde Dogo, cette somme de 250 000 FCFA donnée à chaque ménage constitue le premier pas d'un processus de relogement des déguerpis. «Je réaffirme l'engagement du gouvernement à aller jusqu'au terme du processus de relogement de ces populations déguerpies», a-t-elle indiqué. La ministre a appelé les populations et toutes les parties prenantes à rester unies et solidaires pour soutenir les familles



impactées dans le parcours de réinstallation et de reconstruction : « Nous travaillons main dans la main avec les communautés locales pour faciliter ce processus et pour nous assurer que les fonds alloués atteignent les personnes concernées par cette situation ». Quant à Mamadou Touré, il a rappelé la mise en place d'un dispositif spécial pour les personnes sans emploi. Il a donné l'assurance qu'une solution sera trouvée, dans les semaines à

venir, pour les personnes ayant perdu leurs activités génératrices de revenus à cause de cette opération de déguerpissement. Selon Amadou Coulibaly, l'application de ces mesures d'accompagnement à l'endroit des ménages concernés vient, une fois de plus, restaurer la confiance entre le gouvernement et la population. Maire de Yopougon, par ailleurs président de l'Assemblée nationale, Adama Bictogo s'est réjoui de cet élan de solida-

rité, de fraternité et de vivre ensemble. Il a réitéré sa reconnaissance au Président Alassane Ouattara pour cette action qui soulage ses administrés. Au nom des populations impactées de Gesco, Nomel You Marie a traduit son soulagement et sa reconnaissance à l'Etat : « Aujourd'hui, nos pleurs se transforment en joie. Grâce à cette action du Président de la République, nous pouvons dire que Gesco est ressuscité ».

## Le prix de l'aubergine en hausse, la tomate et les oignons en baisse



Le prix des différents produits vivriers, viande et poisson sur le marché abidjanais ce mercredi 10 avril 2024. Produits Prix (Kilo) Situation Piment 1200 FCFA PRIX

STABLE Tomate type salade 500 FCFA PRIX EN BAISS E Aubergine Ndrowa 1000 FCFA PRIX EN HAUSSE Oignon blanc 550 FCFA PRIX EN BAISS E O-

ignon violet Niger 500 FCFA PRIX EN BAISS E Lapins 5000 FCFA PRIX STABLE Pintade 5500 FCFA PRIX STABLE Carpe importé 2000 FCFA PRIX

STABLE Source: Conseil National de la lutte contre la vie chère

Par Théodore Kouadio





## Politique

# Ouattara renoue le contact avec Soro «son vrai et unique successeur» après les décès de Gon et d'Hambak

Alassane Ouattara prépare-t-il sa succession par Soro Guillaume ? Après les décès tragiques d'Amadou Gon et d'Hamed Bakayoko, Ouattara peut-il encore éternellement se passer de Soro Guillaume, comme son 1er successeur potentiel ? Ce, malgré ces 5 dernières années que les deux hommes ont passé à se défier à distance ? Qui d'autres que Soro maîtrise au mieux les rouages de l'État de Côte-d'Ivoire et des relations politiques dans la sous-région ? Qui pour affronter le mastodonte Tidjane Thiam au nom du RHDP ? N'est-ce pas Soro, ancien Premier Ministre et ancien Président de l'Assemblée nationale de Côte-d'Ivoire, durant de longues années ? Le temps nous dira si cette approche «*realpolitik*» est le dernier PROJET d'Alassane Ouattara face à la nouvelle génération d'hommes et de femmes politiques décomplexés des Sonko-Diomaye, Assimi, Doumbouya, Traoré, Tiani etc. Alassane Ouattara prépare-t-il sa succession par Soro Guillaume ? Après les décès tragiques d'Amadou Gon et d'Hamed Bakayoko, Ouattara peut-il encore



éternellement se passer de Soro Guillaume, comme son 1er successeur potentiel ? Ce, malgré ces 5 dernières années que les deux hommes ont passé à se défier à distance ? Qui d'autres que Soro



maîtrise au mieux les rouages de l'État de Côte-d'Ivoire et des relations politiques dans la sous-région ? Qui pour affronter le mastodonte Tidjane Thiam au nom du RHDP ? N'est-ce pas Soro, ancien Premier Minis-

tre et ancien Président de l'Assemblée nationale de Côte-d'Ivoire, durant de longues années ?

Le temps nous dira si cette approche «*realpolitik*» est le dernier PROJET d'Alassane Ouattara face à la nouvelle génération d'hommes et de femmes politiques décomplexés des Sonko-Diomaye, Assimi, Doumbouya, Traoré, Tiani etc. Le coup de téléphone s'est tenu dans le plus grand secret. Selon les informations d'Africa Intelligence, le chef de l'État ivoirien, Alassane Ouattara, s'est entretenu par téléphone avec l'opposant Guillaume Soro dans la soirée du vendredi 29 mars. L'échange s'est tenu à l'initiative de l'ancien président de l'Assemblée nationale ivoirienne, alors qu'Alassane Ouattara avait regagné Abidjan quelques heures plus tôt, après un séjour de deux semaines en France (AI du 21/03/24). Ce premier entretien, qui a duré un peu plus d'une quarantaine de minutes, a été suivi d'un second échange téléphonique entre les deux hommes dans la matinée du samedi 30 mars...

## Cacao: Gbagbo pas d'accord avec le prix de 1500 fcfa «laisser les producteurs discuter eux-mêmes»



Cacao en Côte d'Ivoire Laurent Gbagbo pas d'accord avec le prix de 1500 #CIV225 «Je ne suis pas d'accord avec cette petite augmentation du prix du Cacao. Aujourd'hui, on peut acheter le kg de cacao à 2000 FCFA, à 3000 FCFA ou à même à 4000 FCFA. Il faut juste suivre la réforme de l'an 2000 en laissant les producteurs discuter eux-mêmes, bord champ le prix de vente de leur cacao avec les acheteurs », a dit le président du #PPACI ce 6 avril 2024 à #Agboville. Autres morceaux choisis «le franc CFA, les gens vont le quitter bientôt (...) regardez d'ici 10 ans, les gens partiront un à un de la BCEAO » «je veux compétir(...) qui parle derrière moi que je n'entends pas ? »

Avec l'IA

### L'ours

**Ozirix communication & conseils** Chambre de commerce Pays-Bas Nr. 70687021TVA-UE: NL2244.33.106B02Compte bancaire IBAN NL88 TRIO 0391 2295 24 (Triodos Bank, Pays-Bas)  
**Email:**Connectionivoirienne@gmail.com**Phones:** Abidjan 40 00 61 54 ou 47 12 15 10 Pays-Bas 0031 651832741 Notre équipeinfo@connectionivoirienne.net  
**Gbansé Douadé Alexis:** Economie et Politique Directeur de la publication, cofondateurs.  
**Débailly:**Politique : 01 40 00 61 54-07 77-48 97 65 - 07 47 12 15 10  
**Sylvie Kouamé :** Économie et politique  
**Hervé Coulibaly :** Intelligences et société  
**Liman Serge :** Sports et culture  
**Maquetiste Ignace.Gballou :** 07 58 16 20 73





## Actue / Inter

# «Rien ne peut compenser la supériorité en hommes de l'armée russe», affirment des officiers ukrainiens interrogés par Politico

La supériorité numérique de l'armée russe et le pouvoir destructeur des bombes planantes qu'elle utilise depuis plusieurs semaines vont probablement lui permettre de «percer le front et de l'enfoncer» à un endroit ou à un autre, estiment des officiers ukrainiens de haut rang, dans un entretien accordé anonymement au journal américain en ligne Politico. Lire aussi | Guerre en Ukraine : un lent mais continu grignotage territorial russe «Rien ne peut aider l'Ukraine maintenant parce qu'il n'y a pas de technologies à même de lui permettre de compenser la masse des effectifs que la Russie peut lancer [dans la bataille]. Nous ne disposons pas de ces technologies et l'Occident ne les possède pas non plus en nombre suffisant », déplore l'un d'eux. Le général Valeri Zaloujny, ancien commandant en chef de l'armée ukrainienne, remplacé le 8 février, avait l'habitude de dire qu'il s'agit d'une « guerre d'une seule chance », explique un autre. «Il voulait dire par là que les armements deviennent très vite obsolètes parce que les Russes trouvent rapidement la parade. «Nous avons par exemple utilisé avec succès les missiles de croisière Storm Shadow et Scalp [fournis respectivement depuis mai et juillet par la Grande-Bretagne et la France], mais seulement pendant une courte période. Les Russes étudient toujours. Ils ne nous donnent pas de seconde chance », ajoute le même officier, tandis qu'un autre officier doute de l'utilité des F-16 promis à l'Ukraine, dont les premiers sont attendus au second semestre.

« Chaque arme a son heure. Les F-16 étaient nécessaires en 2023. Ils ne le seront pas en 2024 », fait valoir ce dernier, regrettant que le matériel militaire promis par les puissances occidentales n'arrive pas à temps. « Au



cours des derniers mois, nous avons remarqué que les Russes tiraient des missiles depuis Djankoï, dans le nord de la Crimée, mais sans les ogives explosives. Nous ne saisissons pas ce qu'ils faisaient, puis nous avons com-

pris : ils font des réglages » en prévision de l'arrivée des avions de fabrication américaine, ajoute-t-il.

## L'ambassadeur de France chez Tidjane Thiam à la maison du PDCI-RDA



Le patron du PDCI-RDA Tidjane Thiam a reçu ce jeudi 4 avril 2024 l'ambassadeur de France à la maison du PDCI-RDA à Cocody. Le diplomate français est arrivé sur le coup de 11h00 TU. Pour l'heure, aucun communiqué officiel n'a sanctionné la rencontre. Mais pour rappel, le 12 janvier Thiam Thiam avait déjà reçu, toujours à la maison du parti à Cocody, l'ambassadrice des États-Unis en Côte d'Ivoire, Jessica Ba Davis. «Depuis quand nos ambassadeurs en France ont été reçus par un haut responsable français, à part la remise de leur lettre de créance ?», s'est demandé un militant du PDCI, présent lors de l'arrivée du diplomate français.

AGD avec JRS





## Actue / Inter

# Énergie solaire-La phase 1 de la centrale solaire de Boundiali «enfin» inaugurée

**A**nnoncée plusieurs fois, l'inauguration de la Phase 1 de la Centrale solaire photovoltaïque de Boundiali, d'une capacité à terme de 83 Mégawatts, est enfin devenue réalité. Présent dans le nord du pays lors de cette cérémonie, le Chef du gouvernement ivoirien a expliqué que cette infrastructure, qui sera une fois la phase 2 achevée, la plus importante centrale solaire photovoltaïque de l'Afrique de l'ouest, renforce la position de «réservoir de l'énergie de l'Afrique de l'ouest» de la Côte d'Ivoire. Installé sur une superficie totale de 78 ha (Phase 1 : 36 ha et Phase 2 : 42 ha), le projet de construction d'une centrale solaire à Boundiali a été initié dans le cadre de la diversification des sources de production d'électricité du pays, a expliqué le ministre des Mines du Pétrole et de l'Énergie, Mamadou Coulibaly-Sangafowa. Ce projet participe à l'atteinte des objectifs de l'État de Côte d'Ivoire, notamment l'accroissement de la part des Énergies renouvelables dans le mix énergétique, soit 45% à l'horizon 2030 y compris la grande hydroélectricité et le respect de ses engagements internationaux en matière de réduction des émissions des gaz à effet de serre (31,4%). D'un coût global de 75,6 millions d'Euros, la centrale solaire photovoltaïque de Boundiali facilitera l'électrification des villages et favorisera l'amélioration de la qualité de service de plus de 430 000 ménages, a expliqué le Directeur général de Côte d'Ivoire Énergie (CI-ÉNERGIE), Noumory Sidibé. Le président du Conseil régional de la Bagoué, Bruno Nabagné Koné, s'est félicité de la réalisation de la première centrale solaire photovoltaïque du pays dans sa région. Il a dit sa gratitude au Chef de l'État et au Premier ministre pour cette infrastructure. Selon le ministre Bruno Nabagné Koné, le taux d'électrification de la région est à ce jour de 96%. En effet, le nombre de loca-



lités électrifiées est passé de 33 en 2011 à 160 à ce jour, a-t-il fait savoir. La centrale solaire photovoltaïque de Boundiali contribuera non seulement à l'alimentation d'environ 70 000 foyers, mais aussi à l'économie de 60 000 tonnes équivalent de CO2 par an. Elle va favoriser la création de 300 emplois directs et indirects pendant la construction de la phase 2 dont la pose de la première pierre a été effectuée ce jour par le Premier mi-

nistre. Elle va, à terme, générer 40 emplois directs et indirects pendant l'exploitation. Le projet de la centrale solaire photovoltaïque de Boundiali s'inscrit dans le Plan Directeur Production 2014 – 2030 et a été réalisé avec le soutien financier du gouvernement allemand, à travers la KfW et de l'Union européenne.

Avec CIGC

## La Russie demeure la 5e économie mondiale en termes de Parité de Pouvoir d'Achat (PPA)



Malgré une pression sans précédent, la Russie occupe la cinquième place du classement mondial 2023 en termes de PIB en termes de parité de pouvoir d'achat (PPA) et est la plus grande économie d'Europe, a déclaré Viatcheslav Volodine, président de la Douma d'État, la chambre basse de l'Assemblée législative russe. «Le nouveau classement des pays pour 2023 (en termes de PIB en termes de PPA) a été publié. Malgré une pression sans précédent, la Russie est désormais la cinquième économie mondiale et la plus grande d'Europe», a déclaré Volodine sur sa chaîne Telegram. Le système politique russe et son modèle économique «ont prouvé une fois de plus leur efficacité», a déclaré l'orateur. «Au contraire, les pays qui mènent une guerre

de sanctions illégales contre notre pays continuent d'en subir les conséquences négatives dans toute la mesure du possible. Les Etats-Unis ne peuvent pas restaurer leur position de leader après l'avoir perdue. L'écart avec la Chine se creuse. L'Allemagne est tombée à la 7ème position, la France à la 11ème, le Royaume-Uni à la 12e, l'Italie à la 13e, l'Espagne à la 16e et le Canada à la 18e», a noté Volodine. Les pays qui ont refusé de sanctionner la Russie et ont fait un choix en faveur d'une coopération mutuellement bénéfique ont devancé «les satellites de Washington», a-t-il ajouté. Ces pays comprennent notamment l'Égypte, l'Indonésie, le Mexique et l'Arabie saoudite. Cette tendance s'est poursuivie pour la deuxième année consécutive, a noté Volodine. «Les défis nous ont rendus plus forts. Mais il reste encore beaucoup à faire. Nous devons rejoindre les rangs des quatre principales puissances économiques», a déclaré le législateur de haut rang.





## Actualité

# Offshore: Le Président italien Sergio Mattarella visite le «champ Baleine», sans Ouattara, mais avec le PM Beugré Mambé

Le Président italien, S.E.M. Sergio Mattarella, accompagné du Premier Ministre ivoirien, Robert Beugré Mambé, a visité, ce jeudi 04 avril 2024 sur la route de Grand-Bassam dans la commune de Port-Bouët, le «champ Baleine», la station de Le Président italien, S.E.M. Sergio Mattarella, accompagné du Premier Ministre ivoirien, Robert Beugré Mambé, a visité, ce jeudi 04 avril 2024 sur la route de Grand-Bassam dans la commune de Port-Bouët, le «champ Baleine», la station de pompage terrestre du groupe ENI. C'était en présence du ministre des Mines, du Pétrole et de l'Énergie, Mamadou Sangafowa-Coulibaly, de la fille du Chef d'État italien, Laura Mattarella, des directeurs généraux de ENI Côte d'Ivoire, Nicola Mavilla et de Petroci Holding, Fatoumata Sanogo. Le Président italien, en visite d'État depuis le mardi 02 avril, s'est dit satisfait des interventions du groupe ENI en Côte d'Ivoire. Pour lui, la présence de la compagnie italienne en Côte d'Ivoire est le signe de l'excellente coopération entre les deux pays. Le ministre ivoirien chargé du Pétrole a indiqué que la visite du Président d'Italie en Côte d'Ivoire et singulièrement sur le champ Baleine, site symbole de la montée en puissance de la Côte d'Ivoire dans le cercle des pays producteurs de pétrole, démontre de la profondeur de l'amitié entre la Côte d'Ivoire et l'Italie. Avec environ 2,5 milliards de barils de pétrole en place et près de 3 300 milliards de pieds cubes de gaz associé, Baleine, la plus grande découverte d'hydrocarbures en Côte d'Ivoire, permet au pays de consolider son rôle sur le marché régional et international de l'énergie. «Baleine est en exploitation depuis août 2023



pour ce qui concerne la phase 1. Aujourd'hui, ce sont 22 000 barils de pétrole brut qui sont produits et 10 millions de pieds cubes de gaz naturel qui sont livrés au secteur de l'électricité, chaque jour. Avec la phase 2 en cours de réalisation, la production sera portée à 60 000 barils de pétrole et 80 millions de pieds cubes de gaz naturel par jour d'ici la fin de cette année 2024 », a fait savoir Mamadou Sangafowa-Coulibaly. Il a également évoqué la découverte majeure du gisement Calao, début mars 2024, sur le bloc CI-205. Le ministre Mamadou Sangafowa-Coulibaly a rappelé au Président d'Italie la volonté du gouvernement ivoirien de voir inscrire au Plan Mattei,

la construction en Côte d'Ivoire d'un terminal gazier doté d'unités de regazéification de GNL, ainsi que de capacités de stockage dimensionnées pour sécuriser l'approvisionnement du pays en gaz naturel. « Ces infrastructures sont indispensables pour optimiser l'exploitation du gaz naturel du champ Calao pour la production de l'électricité », a-t-il justifié. Le DG de ENI CI a relevé la participation du groupe à de nombreux projets de développement durable dans les domaines de la santé, de l'éducation, de la formation professionnelle et de l'insertion des jeunes nationaux.

CICG

## Burkina: Endeavour mining réclamerait 134 milliards FCFA à Lilium mining et à des institutions financières



Le groupe Endeavour mining a déposé deux demandes d'arbitrage à l'encontre de l'acquéreur Lilium mining pour le non-respect des engagements suite à la vente des permis miniers de Boungou et de

Wahgnion au Burkina Faso en juin 2023. Les demandes d'arbitrage ont été déposées respectivement auprès de la Cour d'arbitrage international de Londres le 1er mars 2024, et de la Chambre de commerce internationale de Paris le 29 février 2024. Endeavour mining réclamerait environ 134,4 milliards FCFA, dont 75 milliards FCFA à Lilium mining et 59,4 milliards FCFA à des institutions

financières, pour non-respect des engagements pris lors de la vente des permis miniers. Ces informations sont issues d'un communiqué publié par Endeavour mining le 27 mars 2024. En effet, le 30 juin 2023, Endeavour mining a cédé ses 90 % d'actions des mines de Boungou et de Wahgnion au Burkina Faso à Lilium Mining, une filiale de Lilium Capital. En contrepartie de la vente, Lilium Mining devait à Endeavour mining la somme d'environ 78 milliards FCFA (130 millions de dollars) sous forme de remboursement de prêts aux actionnaires. Si 19,8 milliards FCFA ont été versés au moment de la vente des permis, les 58,2 milliards FCFA restants sont en souffrance, jusqu'à la date de publication du communiqué le 27 mars 2024. En plus de cette somme, 15 milliards FCFA payables en 02 versements au premier et deuxième trimestre de l'année 2024 n'ont pas été reçus par Endeavour mining. Les termes de la vente prévoient également un versement en différé de 50 % des flux de trésorerie de la mine Boungou d'un montant de 33 milliards FCFA. Jusqu'en fin mars, « aucun paiement n'a été reçu pour cette contrepar-

tie en espèces différée », précise le communiqué d'Endeavour mining. Au terme de son communiqué, Endeavour informe qu'elle a comptabilisé une perte de 11,220 milliards FCFA sur les contreparties en espèces initiales et différées qui devraient être reçues à la suite de la cession des mines Boungou et Wahgnion au 4eme trimestre 2023. Cette perte a été calculée à l'aide d'une provision des Normes internationales d'information financière (IFRS). Endeavour Canada Holdings Corporation et Endeavour Gold Corporation, filiales en propriété exclusive de Endeavour, ont fait des réclamations à travers 2 lettres adressées à des institutions financières au Burkina Faso pour le remboursement des prêts aux actionnaires du groupe Endeavour.

Gulmu info





## Inter

# Slovaquie: La victoire de Peter Pellegrini à la présidentielle confirme les visées nationalistes en Europe

Hongrie [depuis longtemps], Italie, Pays-Bas, Portugal, Slovaquie, etc. de 5 pour les nationalistes [conservateurs de droite] au pouvoir en Europe. Bien entendu tout ça se joue avant les élections parlementaires européennes l'été prochain. L'Affrontement entre Europe pro-américaine [OTAN, EU...] tourne lentement en faveur de Moscou. Un retour de Donald Trump au pouvoir en novembre prochain, sonnerait le glas à ceux qui avaient souhaité voir l'OTAN aux frontières russes, et à coup de milliards ont cru maintenir l'Ukraine dans une guerre financièrement épuisante pour la Russie. Au Proche-Orient, il a fallu que la barbarie d'Israël touche 7 humanitaires occidentaux pour voir la réalité prendre le dessus sur les dénis aux Palestiniens. Désormais, le régime accusé de « crimes de guerre » de Netanyahu et Co, est poussé vers un cessez-le feu, pour ne pas dire vers sa fin de règne.

### Slovaquie : Peter Pellegrini remporte l'élection présidentielle

Le candidat populiste a obtenu, samedi, 53,2 % des voix, contre 46,8 % pour le diplomate pro-européen Ivan Korcok, selon les chiffres publiés par l'Office slovaque des statistiques portant sur 99,8 % des suffrages. Peter Pellegrini, allié du gouvernement populiste du premier ministre Robert Fico, a remporté, samedi 6 avril, l'élection présidentielle en Slovaquie, devançant largement, lors du second tour, le diplomate pro-européen Ivan Korcok, selon des résultats quasi-définitifs.

M. Pellegrini, un économiste de formation, a obtenu 53,2 % des voix, contre 46,8 % pour M. Korcok, selon les chiffres publiés par l'Office slovaque des statistiques portant sur 99,8 % des suffrages. Les analystes s'attendaient à un résultat plus serré. La participation au second tour du scrutin s'est élevée à 61,12 %.

« C'est une grande satisfaction », a déclaré M. Pellegrini dans un discours devant ses sympathisants. « Je veux être un président qui défendra les intérêts nationaux de la Slovaquie », a-t-il souligné. Il a assuré vouloir tout faire « pour que [le pays de 5,4 millions d'habitants] reste du côté de la paix et non du côté de la guerre ». L'invasion de l'Ukraine par la Russie a été l'un des éléments-clés de la campagne électorale, notamment depuis que le premier ministre populiste, Robert Fico, allié de longue date de M. Pellegrini, a remis en cause la souveraineté de Kiev et appelé à la paix avec Moscou.

Peter Pellegrini a été ministre dans les précédents gouvernements de M. Fico. Il l'a même remplacé au poste de premier ministre après la chute de son gouvernement en 2018, à la suite du meurtre du journaliste d'investigation Jan Kuciak et de sa fiancée, abattus à leur domicile. Le double meurtre avait déclenché une vague de protestations à travers le pays, qui avait contraint M. Fico à démissionner. Dans son dernier article, publié à titre posthume, M. Kuciak avait révélé des liens entre la mafia italienne et le gouvernement slovaque.

**Un gouvernement populiste favorable à la Russie**  
En place depuis octobre 2023, l'actuel gouvernement, composé du parti Smer-SD de M. Fico, du mouve-



ment HLAS-SD de M. Pellegrini et de la petite formation d'extrême droite SNS, a également interrompu l'aide militaire à l'Ukraine voisine. « Si Pellegrini gagne, la Slovaquie pourrait suivre la "voie Orban" », a estimé l'analyste Tomas Koziaka, faisant référence au premier ministre hongrois, Viktor Orban, favorable au Kremlin.

Ivan Korcok a reconnu sa défaite et a félicité son adversaire. « Je tiens à féliciter le vainqueur de l'élection, Peter Pellegrini », a déclaré à la presse et à ses sympathisants cet ancien ministre des affaires étrangères. Il a également exprimé son espoir que « Peter Pellegrini sera indépendant et qu'il agira selon ses propres convictions et sans ordres », faisant une allusion claire à la proximité entre le futur président et le chef du gouvernement, Robert Fico. Lire aussi | Article réservé à nos abonnés En Slovaquie, une élection présidentielle

polarisée par la guerre en Ukraine Mais il a aussi reproché à son adversaire « une campagne non transparente ». « Il s'avère qu'il est possible de devenir président de la République slovaque en propageant la haine », a-t-il lancé, reprochant à Peter Pellegrini et à son camp de l'avoir présenté lors de la campagne électorale comme un « candidat de guerre », favorable à l'engagement de la Slovaquie dans le conflit en Ukraine. Peter Pellegrini remplacera la présidente libérale Zuzana Caputova. Bien qu'en Slovaquie les pouvoirs d'un président soient limités, il ratifie les traités internationaux, nomme les principaux juges et il est le commandant en chef des forces armées. Il peut également mettre son veto aux lois adoptées par le Parlement. M. Pellegrini deviendra officiellement président slovaque le 15 juin.

Le Monde avec AFP





Par Djereke

## Inter

### Côte d'Ivoire/FMI

# Un prêt de 1,3 milliard de dollars au titre de la lutte contre le changement climatique et les pandémies (RSF)

**Le conseil d'administration du FMI approuve un accord au titre de la facilité pour la résilience et la durabilité (FRD) en faveur de la Côte d'Ivoire pour un montant de 1,3 milliard de dollar**

Le conseil d'administration du FMI a approuvé un accord de 30 mois au titre de la FRD en faveur de la Côte d'Ivoire pour un montant de 975,6 millions de DTS (environ 1,3 milliard de dollars). La Côte d'Ivoire est vulnérable face au changement climatique. La hausse des températures, la perturbation des régimes de précipitations, les inondations, l'élévation du niveau de la mer et l'érosion du littoral constituent autant de problèmes majeurs qui mettent fréquemment en péril la réalisation d'une croissance économique résiliente, durable et inclusive. La FRD accompagnera les réformes mises en œuvre par les autorités ivoiriennes pour améliorer l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de ses effets, en particulier dans les domaines de l'agriculture, du transport, des infrastructures et de la gestion des finances publiques.

Les revues de cet accord de 30 mois au titre de la FRD prévoyant un accès total de 975,6 millions de DTS (environ 1,3 milliard de dollars, soit 150 % de la quote-part de la Côte d'Ivoire) seront menées parallèlement à celles des accords au titre de la facilité élargie de crédit (FEC) et du mécanisme élargi de crédit (MEDC) approuvés en mai 2023 (pour un montant d'environ 2 601,6 millions de DTS, soit 400 % de la quote-part). Les accords appuient le programme économique des pouvoirs publics pour la période 2023-26, qui vise à faire entrer la Côte d'Ivoire dans la tranche supérieure des pays à revenu intermédiaire en préservant la stabilité macroéconomique et en menant une transformation structurelle de l'économie.

La Côte d'Ivoire est fortement exposée au changement climatique, qui se manifeste par une hausse des températures, une élévation du niveau de la mer et des changements des régimes de précipitations. Les facteurs de vulnérabilité de l'économie face au changement climatique s'expliquent en grande partie par la forte dépendance du pays à l'agriculture, ainsi que par la concentration des activités industrielles et de services dans les zones côtières. L'agriculture, qui emploie environ la moitié de la population active, contribue à environ 17 % du PIB et 10 % des recettes fiscales. Parallèlement, le pays enregistre une augmentation des émissions de gaz à effet de serre et de la pollution dans les zones urbaines, qui pré-



sentaient toutefois un faible niveau initial. Les autorités ont pris des engagements forts s'agissant de la réduction des effets néfastes du changement climatique et elles ont mis au point plusieurs initiatives avec la participation de partenaires au développement. L'accord au titre de la FRD soutiendra l'ambitieux train de réformes élaboré par les autorités, qui prévoit un dosage équilibré entre les efforts d'adaptation et d'atténuation, et repose sur six piliers : l'intégration de considérations climatiques dans la gestion des finances publiques ; l'amélioration de la gouvernance des politiques climatiques ; la consolidation des mesures de sauvegarde pour le secteur agricole ; la création d'un cadre régissant le financement vert et durable ; le renforcement de la résistance aux aléas climatiques ; et la maîtrise et la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Cette stratégie repose sur des diagnostics solides, parmi lesquels le rapport national sur le climat et le développement de la Banque mondiale et l'assistance technique consacrée à l'évaluation de la gestion des investissements publics pour le climat (EGIP-C) et à la gestion verte des finances publiques. Elle est complétée par plusieurs plans et stratégies à l'échelle nationale. Les synergies importantes avec les accords au titre de la FEC et du MEDC, notamment sur le plan de l'accroissement des recettes intérieures, de la gestion des finances publiques et de l'expansion des circuits financiers, devraient élargir la portée des résultats attendus. L'assistance technique dispensée par le FMI et les partenaires au développement, notamment le Groupe de la Banque mondiale, la Banque africaine de développement, le PNUD et des partenaires bilatéraux, devrait conserver un rôle important pour aider le pays à relever les défis liés au changement climatique.

À l'issue des débats du conseil d'administration, M. Kenji Okamura, président par intérim et directeur général adjoint, a prononcé la déclaration ci-après :

« Côte d'Ivoire est un pays très exposé au changement climatique, principalement en raison de l'augmentation des températures et du niveau de la mer, ainsi que les perturbations du régime des pluies. Les vulnérabilités économiques au changement climatique sont exacerbées par la forte dépendance du pays à l'égard de l'agriculture et par la concentration des activités industrielles et de services dans les zones côtières, tandis que les émissions de gaz à effet de serre augmentent, bien qu'à partir de niveaux faibles.

« La lutte contre l'impact du changement climatique est une priorité essentielle pour le pays, comme en témoignent son Plan national de développement et ses multiples stratégies et plans nationaux, y compris le rôle prédominant de la Côte d'Ivoire dans l'organisation de la 15e conférence des parties à la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification en 2022. Le pays a identifié des politiques prioritaires d'atténuation et d'adaptation pour accroître la résilience climatique dans ses contributions déterminées au niveau national (CDN).

« Fondées sur des diagnostics solides, les réformes menées dans le cadre de la Facilité pour la résilience et la durabilité (FRD) s'articulent autour de six piliers visant à relever les principaux défis liés au changement climatique. Il s'agit notamment d'intégrer les considérations climatiques dans les principaux aspects de la gestion des finances publiques, de renforcer la gouvernance des politiques climatiques, de consolider les mesures de sauvegarde pour le secteur agricole, de créer un cadre pour le financement vert et durable, de renforcer la résilience aux risques climatiques et de contrôler et réduire les émissions de gaz à effet de serre. Sur ce dernier point, les autorités se sont engagées à élaborer une stratégie de taxation carbone qui, avec d'autres engagements, devraient également créer des synergies avec des politiques clés dans le cadre des accords du MEDC/FEC, telle que l'amélioration de la mobilisation des recettes intérieures.

« La mise en œuvre des réformes dans le cadre de la FRD devrait améliorer la résilience de la Côte d'Ivoire au changement climatique à moyen terme, remplacer des financements plus coûteux, constituer des marges contre les chocs climatiques et les besoins prospectifs de la balance des paiements qui en découlent. La collaboration étroite avec les partenaires au développement devrait assurer la complémentarité des programmes de tous les acteurs pour soutenir le programme de réforme du pays. Elle devrait également encourager l'effet catalyseur de la FRD pour financer les besoins de financement importants identifiés dans les CDN des autorités.»

